

## Ni consensus, ni intérêt public pour une réforme électorale

Mémoire du Mouvement Libdemo, soumis en septembre 2016  
au **Comité spécial sur la réforme électorale**, Chambre des Communes, Ottawa

Par Alexandre Duquette, président, et Patrick Richard, vice-président

*Pour alléger le texte, les termes masculins sont utilisés.*

*On comprendra qu'ils incluent autant les femmes que les hommes.*

### RÉSUMÉ

Lorsque la Ministre des Institutions démocratiques, l'honorable Maryam Monsef, a comparu devant votre Comité, elle a dit que le gouvernement avait besoin d'un large appui de la population pour entreprendre un changement majeur du mode de scrutin.

Pourtant, au cours des derniers mois, la population canadienne ne s'est guère intéressée au processus de réforme électorale. De plus, les experts entendus devant votre Comité sont loin d'avoir affiché un consensus sur les changements requis. Ils ont plutôt exposé les difficultés et la complexité d'un éventuel changement, lequel n'a jamais abouti dans les provinces canadiennes, malgré plusieurs tentatives.

Nous suggérons donc au Comité de retenir d'autres mécanismes pour accroître l'engagement démocratique des citoyens, en particulier des jeunes, et pour améliorer les relations entre les parlementaires.

### 1 --- Le Mouvement Libdemo

Fondé en 2013, le Mouvement Libdemo réunit surtout des jeunes francophones du Québec. Intéressé par la politique fédérale et l'écologie, notre groupe de réflexion considère qu'un grand parti canadien progressiste, fortement majoritaire à Ottawa, serait en mesure de mener une lutte efficace aux changements climatiques.

Au cours des années au pouvoir du gouvernement Harper, de 2006 à 2015, nous avons été extrêmement navrés du peu d'intérêt et d'actions pour réduire les gaz à effet de serre, lesquels menacent pourtant l'espèce humaine sur Terre (à cause des hausses de température).

Nous avons donc lancé un mouvement discret, mais non secret, qui propose l'unification des partis libéral, néo-démocrate et vert.

En 2013 et 2014, en termes aimables, monsieur Trudeau et madame May nous ont répondu par écrit qu'ils préféreraient déclinier notre proposition d'unification des trois partis progressistes. Quand à monsieur Mulcair, il n'a pas encore répondu.

Les élections d'octobre 2015 ont donné des résultats étonnants. Quelques semaines auparavant, les sondages et les experts politiques ne pouvaient vraiment pas prévoir l'issue du scrutin. Nous avons été soulagés par les résultats, quoique déçus du succès conservateur et de l'effondrement du NPD. Tous les experts s'entendaient toutefois sur le sort du Parti vert (1 siège sur 338).

## **2 --- Avantages du système actuel**

Au cours des dernières années, nous avons parcouru la plupart des textes d'experts canadiens au sujet d'une éventuelle réforme du mode du scrutin.

Bien que l'on constate une idéologie dominante progressiste en faveur d'un mode de scrutin proportionnel, beaucoup d'experts considèrent que le système actuel fonctionne bien. Selon eux, il mène habituellement à des gouvernements majoritaires stables, que les électeurs peuvent remplacer au besoin après quatre ans. Ils craignent qu'un mode proportionnel nous destine, au contraire, à des gouvernements minoritaires instables, ayant de la difficulté à gouverner par crainte d'être renversés.

Le système actuel FPTP (selon l'expression anglaise First Past The Post) oblige tout parti voulant accéder au pouvoir à devenir lui-même une grande coalition pancanadienne gravitant autour du centre politique. Une fois au pouvoir, même nettement majoritaire, ce parti n'agira guère en dictature irresponsable, puisqu'il est constitué de militants, de députés et de ministres d'horizons bien différents qui font valoir leur point de vue à l'interne. Aussi, il agira pour mériter à nouveau la confiance des Canadiens aux prochaines élections.

Un gouvernement majoritaire est bien sûr surveillé par de multiples groupes de pression, de même que par de nombreux journalistes cherchant les erreurs. Au niveau fédéral, il y a aussi le Sénat pour le conseiller. En cas grave, le gouverneur général, chef d'état officiel, peut intervenir.

## **3 --- Peu d'intérêt de la population**

Un changement majeur au mode de scrutin doit obtenir l'appui réel de la population. Or, la population est en général très peu intéressée par la politique. En réalité, parmi le grand public, on sait à peine que le premier ministre actuel s'appelle Trudeau, qu'il est jeune et qu'il a de jolis enfants. On sait aussi qu'il favorise la marijuana, les religions diverses et les LGBT.

Bien que nous n'ayons pas d'études à l'appui, nous croyons que moins de 1% des Canadiens pourraient nommer par eux-mêmes le nom de leur circonscription, de même que le nom de leur député, au fédéral et au provincial.

Lors d'une visite de quelques membres de notre organisation à la résidence du gouverneur général, en juillet 2013, les guides nous ont révélé que plus de 90% des Canadiens qui visitaient Rideau Hall ignoraient qui est l'actuel gouverneur général ! (Le très honorable David Johnston)

Dans le cas concret de la réforme du mode de scrutin, un sondage Ipsos a indiqué, en août 2016, qu'environ 3% seulement de la population canadienne était vraiment intéressée par ce sujet.

Ce chiffre de 3% est sûrement surévalué, car l'échantillon d'Ipsos provient de son panel internet qui est nécessairement constitué de personnes éveillées, curieuses, sachant bien lire et écrire au moins l'une des deux langues officielles.

De plus, nous remarquons que seuls des experts en politique ont témoigné devant vous, ou ont soumis des mémoires. En date du 7 septembre, seulement cinq organismes s'étaient donnés la peine de fournir leur opinion par écrit officiellement.

Bien qu'indirectement visés par une réforme du mode de scrutin, aucun gouvernement provincial, ni aucun parti politique provincial, n'a présenté de mémoire.

#### **4 --- Sondage Abacus Data**

On trouve très peu de sondages récents de la population au sujet des modes de scrutin.

En mai 2016, dans le *Toronto Star*, la réputée chroniqueuse politique Chantal Hébert a écrit notamment : « *Aussi crucial qu'est le mode de scrutin pour ceux dont la carrière est en jeu à chaque élection, les sondages montrent régulièrement qu'il est loin parmi les priorités de la plupart des Canadiens. Lorsque Élections Canada a sondé les Canadiens sur le FPTP après l'élection de 2000, on a constaté que les électeurs, tout comme les non-votants, étaient extrêmement satisfaits du système... tout comme ils étaient également ouverts à une approche plus proportionnelle. Mais, aux yeux du grand public, il n'est pas évident que le statu quo est mauvais, comme les défenseurs de la réforme voudraient le croire.* »

Le principal sondage récent sur le sujet semble celui conduit à l'automne 2015 par Abacus Data pour le compte de l'Institut Broadbent. Cet Institut, proche du Nouveau parti démocratique, est nettement en faveur d'un mode de scrutin proportionnel, car celui-ci favoriserait le parti dirigé par monsieur Ed Broadbent de 1975 à 1989. Il est coutumier pour les maisons de sondages de poser des questions dirigées, de manière à obtenir des réponses qui favorisent leur client.

Malgré les questions dirigées du sondage Abacus Data, le « *Système uninominal à scrutin majoritaire* » était le préféré des 2986 répondants, à 43%, suivi du « *Scrutin proportionnel mixte avec député* » à 27%, de la « *Représentation proportionnelle pure* » à 17%, et enfin du « *Scrutin préférentiel / par classement* », à 14% seulement.

Concernant les principaux objectifs d'un mode de scrutin, les répondants ont privilégié les caractéristiques du système actuel, à savoir : « *Le bulletin de vote est simple et facile à comprendre* », 55% ; « *Le système assure la mise en place de gouvernements stables et solides* », 51% ; « *Le système permet d'élire directement le député fédéral qui représentera votre communauté* », 46%.

Et au contraire, les répondants ont peu appuyé des caractéristiques des autres systèmes, à savoir « *Le système produit des gouvernements minoritaires ou des gouvernements de coalition* », 12% ; « *Le système encourage les partis politiques à solliciter l'appui de non seulement de leurs partisans les plus ardents, mais également celui des partisans des autres partis* », 20%.

## **5 --- Référendum sur le mode de scrutin**

Au lieu du mode de scrutin en lui-même, des journalistes spécialisés et des politiciens ont récemment discuté d'un référendum sur le sujet. 55% de la population souhaiterait être consultée par référendum, indique le sondage Ipsos d'août 2016. Quant aux conservateurs, ils exigent qu'une éventuelle réforme soit approuvée (ou rejetée) par un référendum.

Ceci ne révèle pas toutefois quelle serait la question du fameux référendum. Nous doutons fort que votre Comité trouve une question claire qui fasse consensus entre vous, puisque vous différez d'opinion sur le sujet.

En l'absence d'une question claire faisant consensus entre les partis politiques fédéraux, nous concluons qu'un référendum serait non opportun.

## **6 --- Davantage de femmes au Parlement**

Parmi les promoteurs du mode de scrutin proportionnel, plusieurs avancent que cela augmenterait le nombre de femmes siégeant à la Chambre des Communes. On suppose que ces dames seraient sur la liste compensatoire des partis de l'opposition.

Au Canada, plusieurs premiers ministres provinciaux sont des femmes, ou l'étaient récemment, notamment dans les quatre provinces les plus peuplées. Au fédéral, avec le conseil des ministres paritaire (autant de femmes que d'hommes) mis sur pied par monsieur Trudeau, le modèle féminin est en place.

Nous croyons que l'important, c'est que les femmes soient les bienvenues en politique, et qu'elles soient encouragées à se présenter aux élections.

Ce qui attirerait davantage les femmes à se présenter, ce n'est pas nécessairement un changement de mode de scrutin, mais une meilleure harmonie entre les partis et les politiciens.

Notre proposition de grand parti politique unifié, qui remporterait d'importantes majorités, attirerait plus de femmes en politique, parce qu'une meilleure entente et un plus grand respect règneraient à la Chambre des Communes. L'opposition diminuée serait moins belliqueuse. Aussi, les nombreux députés du parti au pouvoir auraient plus de temps pour poser des questions constructives et amicales.

## **7 --- Groupes non représentés**

Nous ne voyons pas beaucoup de différences entre des hommes ou des femmes, universitaires pour la plupart, gagnant plus de 165 000 \$ par année. Ces personnes, hommes ou femmes, ont une éducation, des vécus et des relations personnelles similaires.

Les personnes peu représentées parmi l'élite politique sont surtout celles à faibles revenus ou peu scolarisées. En tant que progressistes, nous déplorons que ces très nombreux Canadiens ne soient guère pris en considération. À titre d'exemple, le gouvernement Trudeau ne cesse de courtiser et d'avantager la « classe moyenne », ignorant par le fait même les personnes à faible revenu.

### **8 --- Vote obligatoire**

Nous n'appuyons pas l'idée du vote obligatoire. Si des gens ne veulent pas aller voter, c'est leur droit. C'est une manière d'exprimer leur manque d'intérêt légitime pour la politique.

En 2015, la proportion des électeurs ayant voté est montée à 68%, avec une participation nettement majorée des jeunes.

Le Directeur général des élections, les partis politiques et des mouvements sociaux militent pour augmenter la participation au scrutin. Leurs efforts doivent être encouragés et poursuivis.

### **9 --- Vote par internet**

Nous nous opposons au vote par internet, principalement parce que cela ouvrirait la voie à l'achat du vote. Des militants mal intentionnés pourraient accompagner les électeurs dans leur choix, chez eux ou dans un local politique, en secret.

Nous admettons qu'aller voter requiert une certaine organisation et un petit effort physique. Cela demande un peu de volonté et de sérieux. Si les personnes âgées, de plus de 50 ans, sont capables d'aller voter, pourquoi les jeunes seraient incapables d'abandonner leur ordinateur et leur téléphone portable, quelques minutes, pour participer à notre démocratie ?

### **10 --- Voter dès 16 ans**

Nous appuyons fortement l'abaissement à 16 ans de l'âge minimal pour voter. Les origines de notre organisation remontent d'ailleurs à notre adolescence, étant captivés par nos cours d'histoire à l'école secondaire. Si les jeunes pouvaient voter dès 16 ans, les écoles secondaires seraient motivées davantage à enseigner le fonctionnement démocratique de nos sociétés, et à outiller les étudiants pour qu'ils y participent.

Aussi, les politiciens s'intéresseraient beaucoup plus aux problèmes des adolescents, ces grands incompris. Contrairement aux femmes, aux handicapés ou aux homosexuels par exemple, les adolescents n'ont ni le temps, ni l'argent, ni l'expérience, pour s'organiser en groupes de pression. Puisque l'adolescence ne dure qu'à peine cinq ans, même les plus éveillés des ados arrivent à 18 ans avant d'avoir pu défendre leurs semblables.

## **11 --- Respect et rôle accru du Sénat**

Nous prévoyons que le gouvernement libéral de monsieur Justin Trudeau ne réussira pas à modifier le régime électoral actuel, faute de consensus entre les partis politiques fédéraux et faute d'un appui important de la population.

Toutefois, deux changements récents au fonctionnement du Sénat canadien sont tout à l'honneur de monsieur Trudeau. En retirant les sénateurs libéraux de son caucus et en modifiant le mode de sélection des sénateurs, le premier ministre a accru la crédibilité de la Chambre haute. Les sénateurs seront généralement plus qualifiés et pourront travailler sans partisanerie. Il s'agit d'améliorations spectaculaires, courageuses et historiques.

Nous n'appuyons pas du tout l'idée que les sénateurs soient eux aussi élus par la population. Ils ont ainsi une meilleure disponibilité et une plus grande liberté pour réfléchir non seulement sur les lois à l'étude, mais aussi sur les orientations du pays, en particulier sur le long terme.

De surcroît, les électeurs ont suffisamment d'occasions d'aller voter, soit au niveau municipal, au niveau provincial et au niveau fédéral. Ajouter un quatrième pallier électoral ne serait pas apprécié des Canadiens, en plus d'être très dispendieux.

## **12 --- Pour que chaque vote compte**

Nous ne partageons pas l'opinion de plusieurs organismes selon laquelle les votes pour les candidats défaits sont gaspillés. Même si son candidat préféré n'a pas gagné, l'électeur n'a pas perdu son vote. Il a fait son devoir de citoyen et exprimé démocratiquement son choix. Mais un autre candidat a été élu, tout simplement.

L'immense majorité des candidats défaits n'ont eux-mêmes pas l'impression d'avoir perdu leur temps en se présentant, et en travaillant habituellement très fort lors de leur campagne. Si ces candidats défaits sont satisfaits de leurs efforts, pourquoi un simple électeur aurait l'impression d'avoir perdu son vote ?

Notre suggestion pour que chaque vote compte davantage est de remettre en place le financement gouvernemental et stable des partis politiques en fonction du nombre de votes obtenus. Si, par exemple, le contribuable sait que son vote rapporte 40 \$ (en 4 ans) à son parti politique préféré, il sera plus porté à aller voter.

Contrairement à ce que beaucoup peuvent penser, même parmi les journalistes politiques, les partis fédéraux disposent de revenus vraiment bas. Leurs budgets annuels sont minimes, comparativement à ceux des grandes entreprises ou des grands syndicats. Actuellement, tristement, les partis politiques sont obligés d'harceler sans cesse leurs militants, et même leurs supporters occasionnels, pour obtenir des dons.

### 13 --- Ne pas encourager les partis cyniques ou racistes

Il est toutefois à craindre qu'un important financement des partis politiques, en fonction du nombre de votes, n'encourage la fondation de formations populistes ou carrément racistes. Celles-ci profiteraient du soutien des nombreux citoyens désabusés ou contrariés par les grands partis raisonnables.

Cette crainte prévaut aussi pour une réforme électorale vers la représentation proportionnelle. Si un nouveau système récompense les petits partis qui n'auraient que 3% ou 5% des votes, par exemple, cela encouragerait les formations qui divisent la population.

Il pourrait émerger un parti des femmes, un parti des jeunes, un parti des aînés, un parti de l'Atlantique, un parti des immigrants, un parti chrétien, un parti syndical (encore plus que le NPD), etc. Pour attirer des militants et des votes, ces partis attiseraient les rivalités entre les citoyens ou les régions du pays, au lieu de favoriser la compréhension et les compromis.

### 14 --- Mode préférentiel

Selon le mandat de votre Comité, il semble que l'on doive absolument changer le mode de scrutin actuel. S'il faut choisir un mode autre que le FPTP, nous appuyons le mode préférentiel, car il favorise l'élection de gouvernements majoritaires autour du centre politique, sans changer ni la carte électorale, ni le nombre de députés.

Selon l'expert en sondages Éric Grenier, de la CBC et du site 308, en se basant sur les sondages d'août 2016, les libéraux obtiendraient 273 députés sur 338 (81% des sièges) si des élections avaient lieu maintenant sous un mode de scrutin préférentiel. Voici ses projections du nombre de circonscriptions.

| Partis         | %    | FPTP | Proportionnel | Préférentiel |
|----------------|------|------|---------------|--------------|
| Libéral        | 48,0 | 250  | 173           | 273          |
| Conservateur   | 29,5 | 83   | 97            | 58           |
| Néo-démocrate  | 13,0 | 4    | 42            | 6            |
| Vert           | 4,5  | 1    | 15            | 0            |
| Bloc québécois | 4,0  | 0    | 11            | 1            |

Puisque nous favorisons un gouvernement fort, en mesure de lutter efficacement contre les changements climatiques, le mode préférentiel semble le plus approprié.

Cependant, de manière réaliste, puisque ce mode de scrutin ne fait pas consensus parmi les partis politiques, il ne devrait pas être imposé aux Canadiens.

## **15 --- Changements climatiques**

Nous considérons que les partis politiques et le gouvernement canadien devraient davantage faire d'efforts pour réduire les gaz à effet de serre, au lieu d'essayer de changer un mode de scrutin qui fonctionne assez bien.

Il est malheureux que le Parti vert lui-même priorise un très hypothétique changement de mode de scrutin, au lieu de la survie de l'espèce humaine sur Terre.

Le Canada peut et doit devenir un joueur important dans la lutte mondiale aux changements climatiques, au lieu du contraire. Jusqu'à maintenant, en près d'un an, le gouvernement canadien n'a pas lancé de campagnes publicitaires importantes à ce sujet, ni augmenté sa taxation de l'essence d'un seul cent le litre. Il semble pencher vers l'exportation du pétrole provenant des sables bitumineux. Ses intentions réelles sont encore inconnues.

## **16 – Conclusion**

Nous constatons que, malgré leurs efforts, les trois principaux partis politiques canadiens, le Parti libéral, le Parti conservateur et le NPD, ne s'entendent pas sur un changement de mode de scrutin.

Nous souhaitons donc que la modernisation de la vie démocratique au Canada passe par des moyens plus simples qu'une très compliquée réforme majeure régime électoral, laquelle n'a visiblement pas un appui clair de la population.

Un financement public nettement accru des partis politiques, l'abaissement à 16 ans de l'âge minimal pour voter, un plus grand respect du rôle des sénateurs, une meilleure harmonie entre les élus et les partis, seraient des objectifs plus réalistes et appréciés.

Merci de votre attention.

**Mouvement Libdemo** ([www.libdemo.ca](http://www.libdemo.ca))